ONZIEME ANNEE — N° 3753

6 Pages — 5c

FILS SPÉCIAUX : BERLIN LONDRES

ADRESSE PARIS (2e) : 142, Rue Montmartre

ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE : HUMANITÉ-PARIS

TÉLÉPHONE : GUTENBERG 72-57 52-89

PUBLICITE ANNONCES 142, Rue Montmartre, 142

l'Humanité

JOURNAL SOCIALISTE

LUNDI 27 JUILLET 1914

6 Pages — 5c

Le journal l'HUMANITÉ est vendu en Belgique 10 c.

ABONNEMENTS

Sans frais dans tous les Bureaux de Poste

	1 AN	6 MOIS	3 MOIS	1 MOIS
Seine et Seine-et-Oise	18 fr.	9 fr.	4.50	1.50
Départements et Colonies	24 »	12.50	6.25	2.75
Étranger Union postale	34 »	18.50	9 »	3 »

Directeur Politique : JEAN JAURÈS

La Serbie mobilise en prévision d'une attaque

L'État de Siège est proclamé en Autriche

L'ACTION DE L'INTERNATIONALE CONTRE LA GUERRE

Une lueur d'espoir

La situation reste très grave et pleine de péril. Cependant, l'irréparable n'a pas encore été commis. Il n'y a eu, au moins jusqu'ici, ni coup de feu, ni invasion du territoire serbe, et tant que l'irréparable n'est pas accompli, on peut espérer que par un suprême effort de sagesse les gouvernants comprendront à quelle horrible catastrophe le monde serait conduit. L'idée de localiser le conflit apparaît de plus en plus chimérique. Les passions, déjà excitées partout, seraient enflammées jusqu'au délire par le commencement des hostilités. Que les dirigeants y réfléchissent, c'est le sort de l'Europe et de la civilisation qui est en jeu. S'il est vrai, comme le dit une note du *Temps*, que la démarche de M. de Schœn auprès du gouvernement français n'est pas isolée et qu'une démarche de même ordre a été faite à Londres et à Pétersbourg, l'intervention de M. de Schœn n'a pas le caractère désobligeant qu'on pouvait d'abord lui attribuer.

Mais quelle peut bien en être la signification ? Avertir la France et l'Angleterre des conséquences qu'aurait l'entrée en scène de la Russie, c'est supposer que la France et l'Angleterre pourront agir sur le gouvernement russe. Mais, en ce cas, pourquoi l'Allemagne, de son côté, n'agirait-elle pas sur son alliée l'Autriche ? Prétendre que l'Autriche n'a pas communiqué à l'Allemagne le texte de la note et ajouter, cependant, qu'elle est décidée à marcher à fond pour l'Autriche, fait une troublante contradiction. Si l'Allemagne n'a pas été consultée, elle a bien le droit de donner des conseils de prudence et de mesure à l'Autriche, qui peut l'engager dans un conflit. En fait, il apparaît par les premières analyses de la réponse serbe que la Serbie accorde à l'Autriche d'importantes satisfactions, et de sérieuses garanties. Si la monarchie austro-hongroise ne veut que cela, un accord reste possible ; la guerre serait sans excuse et sans prétexte. La monstruosité même de l'attentat qui serait commis contre la race humaine nous laisse espérer que l'on hésitera au seuil du crime.

Les prolétaires socialistes de tous les pays savent qu'ils pourront s'appuyer sur toutes les consciences nobles et sur tous les esprits sages de l'Europe dans la campagne que, partout, ils organisent et intensifient contre la guerre, avec le concours du Bureau socialiste international, convoqué d'urgence.

JEAN JAURÈS

LA RÉPONSE DE LA SERBIE

Belgrade, 26 juillet. — Voici le résumé exact de la réponse de la Serbie :

Le gouvernement accepte :

1° *La publication de la déclaration demandée au* Journal officiel ;

2° *Communication de cette déclaration à l'armée par un ordre du jour ;*

3° *Dissolution des sociétés de défense nationale susceptible d'agir contre l'Autriche-Hongrie ;*

4° *Modification de la loi sur la presse ;*

5° *Renvoi des services de l'armée et des autres administrations des fonctionnaires dont la participation sera prouvée dans la propagande antiautrichienne.*

Sur ce point, le gouvernement serbe proteste contre la participation des fonctionnaires autrichiens dans l'enquête ;

6° *Le gouvernement serbe demande que l'on explique dans quelle mesure les fonctionnaires austro-hongrois devraient être appelés à prendre part à l'enquête relative au complot de Sarajevo.*

Sur ce dernier point il ne veut admettre que ce qui correspond au droit international et aux relations de bon voisinage ;

7° *En résumé, il accepte toutes les conditions, toutes les autres exigences de l'Autriche-Hongrie et ne fait de réserves que sur la participation des fonctionnaires austro-hongrois en Serbie. Encore n'oppose-t-il pas sur ce point un refus formel et se borne-t-il à demander des éclaircissements.*

Enfin si le gouvernement austro-hongrois trouve ces explications insuffisantes, le gouvernement serbe s'en remet au tribunal de la Haye et aux différentes puissances qui ont signé la déclaration de 1909 relative à la Bosnie-Herzégovine.

Un communiqué officiel serbe

La légation de Serbie à Paris a reçu le télégramme suivant :

Belgrade, 25/12 juillet. — Aujourd'hui, à 5 h. 45, le gouvernement serbe a remis sa réponse à la note austro-hongroise. Dans cette réponse, le gouvernement serbe est allé jusqu'aux extrêmes limites de ce qu'il pouvait faire.

Le ministre d'Autriche-Hongrie, en recevant cette réponse, a déclaré qu'il devait la comparer aux instructions qu'il avait reçues de son gouvernement et qu'aussitôt après il donnerait une réponse définitive.

Peu après, le ministre austro-hongrois s'est rendu au ministère des affaires étrangères et a déclaré qu'il ne pouvait pas se montrer satisfait de la réponse du gouvernement serbe, et qu'il quittait le soir même Belgrade, avec le personnel de sa légation.

Il a déclaré, en outre, que les archives de la légation, ainsi que la protection des sujets austro-hongrois en Serbie étaient confiées au ministre d'Allemagne.

Il a terminé en disant que les relations diplomatiques devaient être considérées comme entièrement rompues entre la Serbie et l'Autriche-Hongrie.

La Skouptchina a été convoquée pour lundi matin.

Le prince héritier, au nom du roi son père, a décrété la mobilisation de l'armée. Une proclamation signée par lui paraîtra dimanche ou lundi, dans laquelle le peuple serbe est engagé à rester paisible, tandis que les militaires devront rejoindre leurs corps pour défendre la Serbie si elle est attaquée.

L'État de siège en Autriche

Vienne, 26 juillet. — Une proclamation a été publiée à une heure tardive cette nuit, décrétant l'état de siège sur tous les territoires de la double monarchie.

La Hongrie et la Croatie sont soumises à des lois d'exception. — (L'*Information*.)

La suspension des garanties constitutionnelles

Vienne, 26 juillet. — Le gouvernement, dans un communiqué publié cette nuit, déclare qu'en présence de la situation extérieure les considérations d'ordre militaire passent au premier plan et imposent certaines mesures spéciales.

Le gouvernement publie en même temps une série de décrets relatifs à la suspension des garanties constitutionnelles concernant la liberté individuelle, le droit de réunion, le secret de la correspondance, la liberté de la presse et le fonctionnement de la justice criminelle. Les civils convaincus d'agissements préjudiciables aux forces militaires de la monarchie sont déférés à la justice militaire. L'importation, l'exportation et le transit des marchandises sont soumis à une réglementation spéciale. Les pouvoirs politiques et administratifs en Bosnie-Herzégovine et en Dalmatie passent aux mains des commandants en chef de ces régions.

Avec l'autorisation de l'empereur, la session du Reichsrath et des Diètes est déclarée close.

LE BUREAU SOCIALISTE INTERNATIONAL est convoqué pour mercredi

Bruxelles, 26 *juillet*. — (Par téléphone, de notre correspondant particulier.) — *Le Bureau Socialiste International, a été convoqué par télégrammes spéciaux, dimanche matin.* Il se réunira à Bruxelles, à la Maison du Peuple, mercredi 29 juillet.

Le Congrès international, qui devait se réunir à Vienne le 23 août, sera probablement convoqué à Berne.

LES DÉPUTÉS SOCIALISTES ITALIENS SE RÉUNISSENT AUJOURD'HUI

Rome, 26 *juillet*. — *Les députés socialistes se réuniront demain, à Milan, pour examiner la situation et décider de l'attitude de leur groupe.* — (L'Information.)

DÉCISION DU CONGRÈS SYNDICAL BELGE

Bruxelles, 26 *juillet*. — (Par téléphone de notre correspondant particulier.) — *Le Congrès syndical belge, réuni à Bruxelles aujourd'hui, a voté un ordre du jour concluant :*

« Le Congrès, affirmant l'irréductible opposition du prolétariat contre la guerre, lance un cri d'alarme et invite l'internationale ouvrière à mettre tout en œuvre pour empêcher ce crime contre l'humanité et se solidarise, dès à présent, avec les travailleurs des autres pays. »

Un premier meeting international contre la guerre aura lieu à Bruxelles vendredi soir.

LE ROI PIERRE Ier DE SERBIE EXAMINANT LA CARTE DES BALKANS

LE MANIFESTE DES SOCIALISTES AUTRICHIENS

Vienne, 25 juillet. — A la veille des graves événements qui vont se dérouler en Autriche, le groupe parlementaire du Parti socialiste, réuni en session extraordinaire, vient de lancer le manifeste suivant :

Travailleurs, camarades du Parti,

C'est dans un moment particulièrement redoutable que nous nous adressons à vous. Le danger d'un conflit armé avec la Serbie s'avance d'une façon de plus en plus inquiétante et avant même que la journée soit terminée et que notre parole vous parvienne, il se peut que la guerre ait déjà éclaté. Le gouvernement austro-hongrois a fait tenir un ultimatum à Belgrade qui, aujourd'hui samedi à six heures, doit être accepté, si l'on veut éviter l'appel sanglant aux armes meurtrières. La paix ne tient plus qu'à un fil, et si ce fil se rompt, si la Serbie ne supporte ni n'accepte les conditions que lui dicte l'Autriche-Hongrie, ce sera la guerre — la guerre avec ses terreurs et ses misères, avec ses souffrances et ses peines ! Et comme ce sont surtout les masses qui en portent le fardeau redoutable, l'appel qu'on s'apprête à lancer, c'est la vie et le sang du peuple qui serviront d'enjeu.

Le manifeste reproche ensuite aux gouvernants serbes leurs torts vis-à-vis du gouvernement autrichien, et condamne l'assassinat de Sarajevo, car les socialistes sont en principe contre cette sorte d'actes de violence. Tout en reconnaissant que l'Autriche-Hongrie a le droit de réclamer des poursuites judiciaires contre les complices de l'attentat de Sarajevo, et d'obtenir des garanties pour que la sûreté et la tranquillité de ses Etats ne soient pas troublées, les socialistes sont convaincus que ces demandes, sanctionnées par le droit des peuples, n'auraient pas trouvé d'opposition de la part de la Serbie.

Le manifeste continue ainsi :

Nous sommes convaincus que tout ce que l'Autriche-Hongrie exige dans l'intérêt du maintien de son existence comme Etat, on pouvait l'obtenir, on peut encore l'obtenir par la paix. Nous sommes convaincus qu'aucune nécessité politique, aucune considération de prestige de grande puissance ne la contraint, ne l'autorise à abandonner les voies d'une entente pacifique. Aussi, comme représentants de la classe ouvrière allemande en Autriche, déclarons-nous en son nom que nous ne pouvons accepter la responsabilité de cette guerre, responsabilité que nous rejetons ainsi que toutes les conséquences terribles qu'elle peut produire, sur ceux qui ont imaginé, appuyé, accompli la démarche fatale qui nous met en face de la guerre.

Nous sommes d'autant plus autorisés à faire une pareille déclaration que depuis plusieurs mois déjà les peuples d'Autriche se sont vu enlever les droits qu'ils tiennent de la Constitution et déposséder de cette tribune parlementaire du haut de laquelle ils peuvent faire entendre leurs volontés. En présence d'une menace de guerre, qui impose à tous les citoyens le sacrifice le plus complet de leurs biens et de leur sang, la violation systématique de la volonté populaire du Parlement n'est que plus irritante et provocante.

Le manifeste s'élève ensuite contre l'absolutisme qui sévit en Autriche, et termine ainsi :

Nous savons de quelle effrayante misère a été suivie la longue crise économique et à quelles couches profondes elle s'est propagée ; nous savons dans quelle situation affreuse les grandes masses se trouvent et quel désespoir s'est emparé d'elles.

C'est pourquoi nous élevons notre voix en signe d'avertissement et conseillons la circonspection et l'examen minutieux de tous les besoins de la vie des peuples.

Il n'est pas donné aux peuples d'hésiter entre la paix et la guerre. Le Parlement, par lequel le peuple parle et agit, est muet. La liberté politique de réunion et de presse est enchaînée. Dans la pleine conscience de la gravité d'une heure où se décident les destins, nous crions encore une fois : la paix est le bien le plus précieux de l'humanité, le plus grand besoin des peuples !

Nous déclinons toute responsabilité pour cette guerre et, solennellement, formellement, nous déclarons responsables ceux qui, des deux côtés de la frontière, l'ont provoquée et la déchaînent. Nous nous savons unis au prolétariat conscient du monde entier et notamment aux socialistes serbes. Solennellement nous nous déclarons partisans de l'œuvre civilisatrice du socialisme international auquel nous demeurons attachés dans la vie et dans la mort.

CARTE DE LA SERBIE

LE TUNNEL SOUS LA MANCHE

La question est mise à l'ordre du jour de la réunion commune, au Havre, de l'Association française et de la British Association pour l'avancement des sciences

Le quarante-troisième congrès de l'Association française pour l'avancement des sciences qui va se tenir au Havre du 27 juillet au 1er août offrira, en outre de son travail courant, quelques particularités intéressantes. Le 31, on posera la première pierre de l'Institut océanographique du Havre, dû à la « munificence » de M. Dufayel et qui fait du seigneur et maître de Sainte-Adresse — sainte bien choisie — une sorte de pendant havrais au prince de Monaco. Mais surtout, le même jour, une séance générale réunira toutes les sections de l'Association française avec celles de l'Association britannique pour l'avancement des sciences, et la question du *tunnel sous la Manche* sera à l'ordre du jour de cette réunion.

Il faut espérer que le problème, fort simple d'ailleurs, sortira de cet examen commun définitivement orienté vers sa solution prochaine, nettoyé des vaines difficultés dont il a été longtemps barbouillé.

Le projet de tunnel

Le projet d'établir entre l'Angleterre et la France une communication souterraine date d'avant même l'invention des chemins de fer ; au lendemain de la paix d'Amiens, Napoléon en avait entretenu le ministre anglais Fox en le lui présentant comme une grande œuvre à accomplir d'un commun accord par les deux nations : il s'agissait alors d'ouvrir une voie aux déligences et aux voitures de commerce. L'idée, plusieurs fois reprises depuis, surtout depuis les chemins de fer, aboutit en 1855 au projet scientifiquement établi, de Thoré de Gamond, puis en 1876 à la réunion d'une commission franco-britannique et, vers la même date, à la constitution de deux sociétés privées pour la construction et l'exploitation du tunnel. Une campagne de plusieurs milliers de sondages fut entreprise, tandis que l'effort parallèle des géologues des deux côtés du canal poursuivait l'étude des terrains à traverser. Des puits et même une galerie de 2.000 mètres sous la mer furent creusés à Sangatte. Toutes ces recherches et tous ces travaux, confirmés depuis, ont montré que l'œuvre n'offrirait aucune réelle difficulté technique, se réaliserait dans un terrain connu, de situation uniforme, laisserait en somme à l'imprévu et aux « surprises » une place beaucoup moins grande que ce n'a été le cas pour le percement du Simplon.

D'autre part l'intérêt du tunnel est évident. De 160.000 personnes en 1850 et de 562.000 en 1880, le mouvement des voyageurs entre l'Angleterre et le continent est passé, par une progression ininterrompue à 1.700.000 en 1912 ; l'accélération de vitesse et la commodité ainsi que la sécurité accrues, qui résulteraient du tunnel, développeraient considérablement ce chiffre. D'autre part, les manœuvres imposées aux marchandises par la nécessité de la traversée — embarquement et débarquement — constituent une charge considérable et stérile pour la vie commerciale : malgré le perfectionnement de l'outillage, on estime actuellement à environ 6 fr. 25 leur prix de revient par tonne de marchandises ; c'est un énorme tribut qui n'est compensé par rien, et auquel s'ajoute en contrainte une perte due à la lenteur et à la moindre sécurité du transport par mer.

L'échec de 1883

On voudrait pouvoir dire que la non-exécution de ce projet, à la fois grandiose, facile, et d'une incontestable nécessité, a tenu à des difficultés ou à des objections sérieuses : en réalité, il n'a eu contre lui que les plus vaines et les plus inintelligentes « raisons » d'ordre militaire ! Une partie de l'opinion anglaise a craint que « l'ennemi » ne s'emparât du tunnel, par surprise ou par trahison, et n'y fît passer une armée. Les nationalistes anglais, qui sont comme les nôtres de grands tacticiens d'« avant-garde », affirmaient que le tunnel, faisant sortir l'Angleterre de son « isolement splendide », la contraindrait de constituer une armée permanente et d'augmenter son budget militaire ; les mêmes « patriotes » avaient poussé les mêmes cris pour s'opposer à l'établissement du premier câble sous-marin, à travers le détroit, ou pour dénoncer l'exposition de 1851 comme susceptible d'amener à Londres une foule de soldats étrangers déguisés ! Est-il besoin de répondre à ces sottises ? A supposer qu'une armée s'emparât du tunnel, on a montré qu'une poignée d'artilleurs suffirait à l'empêcher d'en sortir, et l'on a imaginé au surplus, avec une gravité bouffonne, tous les moyens techniques convenables pour « noyer » le tunnel. Et cependant, si la commission parlementaire anglaise de 1883, présidée par lord Lansdowne, rejeta le projet de tunnel, ce fut uniquement pour des « raisons » militaires !

Les esprits, même nationalistes, semblent avoir évolué depuis cette date. Le *Times*, sans doute, publiait naguère encore un article dénonçant dans le projet de tunnel la perte de l'insularité, garant le plus sûr, selon l'auteur, de la sécurité anglaise. Mais la *Navy League* se prononce en faveur du projet et déclare comme absurdes les objections d'indépendance et de sécurité. Le *Daily Chronicle* montre le tunnel indispensable au développement commercial anglais. Un comité, formé de membres des Communes, s'est formé pour la réalisation du projet, et *Punch* lui-même, le journal humoristique, s'est mis à « blaguer » les craintes d'ordre militaire, en proposant que l'on charge quelques employés de la mission spéciale de surveiller les invasions. — P. L.

Mme CAILLAUX EST MALADE

Après l'émouvante audience de la veille, Mme Caillaux, sérieusement indisposée, a dû rester, hier, alitée toute la journée. A trois reprises, les médecins vinrent l'examiner. On espère cependant qu'elle pourra, avec quelques ménagements, assister à l'audience d'aujourd'hui.

Une Tragédie A Saint-Denis

Un mari tue sa femme dont il blesse mortellement l'amant

Mariée depuis plusieurs années avec un tourneur sur métaux, Julien Deligny, âgé de 26 ans, une jeune femme — elle a le même âge — Antoinette, née Taxaud, abandonna, il y a six mois le domicile conjugal, 3, rue Blanqui, à Saint-Denis, pour aller vivre avec un ouvrier mécanicien, Eugène Trahey, âgé de 24 ans, demeurant boulevard Carnot, dans la même localité.

Pendant plusieurs mois, l'époux abandonné rechercha vainement l'infidèle. Hier soir cependant, il l'aperçut vers neuf heures attendant, au bras de son amant, un tramway sur la place de la Caserne.

Deligny interpella le couple, puis presque aussitôt, braqua un revolver sur les deux amants et fit feu à sept reprises...

Toutes les balles portèrent. Cinq projectiles atteignirent la volage au visage, au cœur, à l'abdomen et aux jambes ; deux frappèrent l'amant dans la région du cœur. La première mourut sur-le-champ. Le second agonise à l'hôpital de Saint-Denis où il a été transporté.

Quant au mari meurtrier, arrêté par des témoins du drame, il fut conduit au poste de la caserne voisine d'où les agents l'amenèrent au commissariat du Nord.

L'ÉLECTION LÉGISLATIVE DE LYON

Le succès du Citoyen Moutet assuré au second tour

Une élection législative a eu lieu hier dans la 6e circonscription de Lyon. Il s'agissait de pourvoir au remplacement du regretté citoyen Marietton.

Voici les résultats :

Inscrits : 13.841 ; votants : 9.509
Suffrages exprimés : 9.453

Ont obtenu :

Marius Moutet, socialiste	3.616 voix
Dr Angras, progressiste	3.789 —
Marmillon, rad. soc.	1.988 —

(*Ballottage*)

Le succès de Moutet est, nous télégraphient nos amis lyonnais, assuré pour le second tour.

130.500 OUVRIERS DEMEURENT EN GRÈVE A SAINT-PÉTERSBOURG

Saint-Pétersbourg, 26 juillet. — Le nombre des grévistes était ce matin de 130.500.

Huit mille d'entre eux ont repris le travail dans le courant de la matinée.

POUR L'ACTION SOCIALISTE

par

COMPÈRE-MOREL

Si l'Internationale a inscrit à l'ordre du jour de son Congrès de Vienne la cherté de la vie, le chômage, l'alcoolisme et l'impérialisme, c'est que ces questions, par leur importance et leur gravité, s'imposent chaque jour davantage à l'attention du monde du travail.

Aucun socialiste n'ayant l'illusion de croire, même une seule minute, qu'il est possible, en régime capitaliste, d'empêcher l'augmentation du coût de l'existence, de supprimer le chômage, de faire disparaître l'alcoolisme et d'assurer la paix à jamais, il n'est nullement entré dans l'esprit du Bureau Socialiste International de demander au Congrès de Vienne de solutionner ces problèmes.

Ce qu'a voulu l'Internationale, c'est provoquer d'amples et intéressants débats où chaque section de l'I. O. apporterait ses vues personnelles, ses conceptions propres et essaierait, en commun, de trouver et de propager les meilleures méthodes de lutte et de combat contre les fléaux dont la classe ouvrière, perpétuelle et innocente victime, ressent les pénibles et douloureux effets sans en connaître, en analyser et en comprendre les causes.

Trop souvent le prolétariat, croyant fermement à la vertu souveraine et magique des mesures législatives, se contente de dénoncer à ses mandataires et aux pouvoirs publics les phénomènes économiques et sociaux portant atteinte à son bonheur, à sa liberté et à sa sécurité et attend tout et le reste de leur intervention !

Que ce soit pour la cherté de la vie, pour le chômage, l'alcoolisme et l'impérialisme, il n'est pas de jour, pas d'heure devrais-je dire, ou nous n'entendions affirmer, avec une sérénité imperturbable et une conviction absolue, que si les parlementaires le voulaient et si les gouvernants l'ossient on en aurait vite fini de toutes ces misères sociales qui déshonorent notre civilisation.

Aussi nos Congrès ont-ils l'avantage, grâce aux ardentes discussions qu'ils suscitent, aux profondes études qu'ils provoquent et aux vigoureuses controverses qu'ils soulèvent, de nous permettre de rappeler avec insistance et de démontrer irréfutablement que tant que le régime capitaliste sera, la cherté de la vie comme le chômage, l'alcoolisme comme l'impérialisme ne pourront en rien disparaître.

Certes, et personne ne le conteste, on peut essayer, tenter et s'efforcer de diminuer, d'amoindrir et d'atténuer ces maux, tous inhérents à la société ac-

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France